

et toutes les fâcheuses conséquences découlant de l'interprétation de paroles trop vagues qu'il a eu le malheur de prononcer.

Je regrette que des paroles que j'aurais, dit-on, prononcées en Orient au sujet de la Chine aient causé de l'inquiétude et provoqué une controverse au pays. Je ne tenterai pas de dire qu'on m'a cité incorrectement. Je sais que les journalistes qui se trouvaient là-bas faisaient sincèrement de leur mieux pour rapporter avec exactitude et objectivité les nombreuses questions qu'on m'a posées sous diverses formes, parfois presque à la vitesse d'une mitrailleuse, aux conférences de presse ou aux aéroports, quand je descendais d'avion ou quand je me dirigeais vers l'avion pour y monter. Ils ont cherché, j'en suis sûr, à reproduire ce qu'ils ont compris m'avoir entendu dire dans mes réponses et le sens qu'ils ont saisi dans ces réponses. Je dois assumer et j'assume de fait la responsabilité de toute fausse interprétation qu'on pouvait donner à ces réponses en raison de leur imprécision ou de leur ambiguïté.

Cependant, il y a une chose à propos de laquelle je suis parfaitement sûr qu'il y a eu inexactitude. On a rapporté, en un cas, que j'avais dit que j'étais sûr qu'il nous faudrait reconnaître le présent gouvernement de la Chine comme le gouvernement que le peuple de la Chine voulait. Je suis bien persuadé que jamais je n'aurais employé ces mots intentionnellement, parce que je n'ai jamais eu ce sentiment au sujet du gouvernement actuel de la Chine. Mais j'ai dû en employer de presque semblables, puisqu'un si grand nombre de ces journalistes les ont publiés comme la version de ce qu'ils avaient entendu et compris, à savoir que j'estimais qu'il nous faudrait nous montrer pratiques et reconnaître le gouvernement de la Chine comme le gouvernement que le peuple voulait.

Je n'aurais pas dû dire "le gouvernement que le peuple voulait". Ce que j'avais à l'esprit, c'est que, malgré notre aversion pour toute forme de gouvernement communiste ou totalitaire, nous ne pouvions nous attendre à avoir à traiter avec le genre de gouvernement, représentant les gens de l'autre côté, que nous aimerions qu'ils aient, le genre de gouvernement que nous voudrions qu'ils aient, mais qu'il nous faudrait traiter avec le gouvernement qu'ils avaient de fait, le gouvernement qui avait la haute main sur les forces participant aux événements qui causaient tant de tension et tant d'anxiété dans le domaine international. C'est ce que je voulais dire. C'est ce que j'aurais dû dire en des termes sur lesquels on n'aurait pu se méprendre ou interpréter autrement car j'estime qu'une telle déclaration n'aurait suscité

[Le très hon. M. St-Laurent.]

que peu ou pas d'inquiétude et que peu ou pas de controverse, dans le pays ou ailleurs.

Je ne vais pas donner lecture à la Chambre des nombreux éditoriaux qui ont été publiés, mais je relève celui qui a paru dans le *Journal d'Ottawa* le 12 mars 1954 parce que, en partie au moins, il me paraît être un miroir assez fidèle du sentiment que ressentait et pouvait ressentir à cet égard le public en général. Intitulé "Sur la reconnaissance de la Chine", l'article renfermait les passages suivants:

Selon une nouvelle de Tokio, le premier ministre, M. St-Laurent, aurait dit, au sujet de la reconnaissance de la Chine communiste, que "le simple sens commun et celui des réalités feront que les pays alliés en viendront à considérer le régime communiste de la Chine comme le gouvernement qui dirige effectivement les destinées de la Chine continentale."

Voilà qui est mieux et plus raisonnable que ce que M. St-Laurent aurait dit antérieurement à Séoul, savoir:

"J'ai bien l'impression qu'il nous faudra un jour tenir compte des réalités. Nous devons reconnaître le gouvernement actuel de la Chine comme le gouvernement que veut le peuple."

Je suis bien sûr, malgré le respect que j'ai pour les journalistes qui étaient présents et qui faisaient de leur mieux pour transmettre ce qu'ils entendaient et comprenaient, que je ne me suis pas exprimé de cette façon parce que je n'ai jamais conçu la chose de cette manière. C'était la formule contraire que j'avais à l'esprit, savoir que nous ne pouvions nous attendre, en dépit de notre aversion pour les régimes communistes ou totalitaires, à voir s'établir le genre de gouvernement que nous souhaitions. Ce serait le genre de gouvernement,—et j'ai dû dire ceci,—qu'ils veulent. Je n'aurais pas dû dire "qu'ils veulent". J'aurais dû dire le genre de gouvernement qu'ils ont de fait et qui a effectivement la haute main sur les forces que nous combattons. L'auteur de l'article poursuit, et je pense que chacun partagera cet avis:

Aucun pays ne peut savoir avec certitude si le gouvernement que possède un autre pays est celui que veut la population. Et c'est un fait que le Canada reconnaît aujourd'hui un certain nombre de pays sans être sûr du tout que leur gouvernement est celui que veut leur population. Il y a la Russie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Espagne et, peut-être, d'autres.

Ce que fait le Canada, et ce qu'il est tenu de faire, et ce que tous les autres pays sont tenus de faire tôt ou tard, simplement parce que c'est la seule attitude sage et pratique, c'est de reconnaître le gouvernement d'un pays qui exerce effectivement l'autorité, qui existe en réalité.

Je n'irais pas tout à fait aussi loin, parce que j'hésiterais beaucoup maintenant à employer le mot "reconnaissance". Il a pour tant de gens différents tant de significations différentes. Il y a ce qu'on appelle parfois le concept de reconnaissance juridique. D'autres parlent de reconnaissance diplomatique. Je pense qu'il vaut peut-être mieux